

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 09

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise à disposition de locaux à l'antenne de justice de Vallauris pour le Délégué à la Cohésion Police Population - Convention avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.054

Date de la convocation :

**Le 23/04/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 29 avril 2019**

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé, par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003, d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit. Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a en charge la gestion des antennes de justice d'Antibes Juan-Les-Pins, de Valbonne Sophia Antipolis / Biot et de Vallauris Golfe-Juan.

Les antennes de justice ont pour objectif l'accès au droit pour le plus grand nombre, mais aussi le développement des réponses alternatives pour lutter contre la petite et moyenne délinquance et le sentiment d'impunité. L'antenne de justice située à Vallauris a la particularité d'abriter également le service de la politique de la ville dont l'objet est le déploiement de dispositifs dédiés au quartier prioritaire de la commune. Ce service est donc particulièrement impliqué dans le réseau local des partenaires ayant en charge, de près ou de loin, le traitement de la délinquance et des actes d'incivilités.

Le ministère de l'intérieur a publié une circulaire en mars 2015 dite « d'orientation en faveur de l'amélioration entre la population et les forces de sécurité de l'Etat dans les zones de sécurité prioritaires et les quartiers politique de la ville ».

En outre, cette circulaire fixe comme orientation la mobilisation des Délégués à la Cohésion Police-Population (DCPP). Ces DCPP sont des fonctionnaires de police retraités qui exercent une mission de rapprochement police-population dans les quartiers identifiés comme prioritaires en termes de sécurité – quartiers populaires, grands ensembles, etc... La fonction des DCPP a été créée et développée en deux temps : une première fois en 2008 avec le « Plan Espoirs Banlieue », puis en 2012 dans le cadre des Zones de Sécurité Prioritaires. En 2015, ils étaient au nombre de 111 au plan national.

Chaque délégué doit viser à favoriser un climat de confiance dans son quartier d'affectation, en personnalisant et en multipliant les contacts auprès de la population, des élus, des bailleurs sociaux, des gardiens d'immeubles, des personnels de l'Éducation nationale, des professions de santé, des associations de riverains.

Les missions du DCPP sont en l'occurrence de :

- Gérer les conflits de voisinage en lien avec les services de police locaux,
- Entretenir des contacts étroits avec les associations exerçant dans les quartiers difficiles,
- Animer des permanences destinées à répondre aux besoins des habitants et prendre en compte leurs doléances.

A ce titre, il gère aussi les différends familiaux qui ne relèvent pas du pénal, les différends commerciaux, les relations entre loueur et bailleur ; il donne parfois des renseignements administratifs généraux. Il renseigne le public sur les métiers de la police, il peut apporter un éclairage sur le rôle et les missions de la police et permet ainsi de désamorcer les conflits police-population.

Le commissariat d'Antibes Vallauris compte parmi ses effectifs un DCCP, compétent sur la circonscription.

Le document proposé à l'approbation du Bureau Communautaire est une convention de mise à disposition de locaux de l'antenne de justice de Vallauris au bénéfice du Délégué à la Cohésion Police-Population.

Cette mise à disposition permettra la réalisation d'entretiens avec les usagers originaires de la commune dans les locaux sis au 6, boulevard Jacques Ugo à Vallauris. Elle est proposée à titre gracieux en contrepartie d'une collaboration soutenue pour la prise en charge des usagers de l'antenne de justice et la résolution de litige ou la délivrance d'informations intéressant les habitants du quartier prioritaire qui mobilisent le service de la politique de la ville.

Ainsi, la C.A.S.A. s'engage à :

- Mettre à disposition de façon hebdomadaire un bureau dédié aux permanences du DCPP,
- Informer le public de l'existence de ces permanences,
- Rencontrer régulièrement le DDCP afin de faire un point sur l'organisation pratique des permanences.

Le DDCP quant à lui s'engage à :

- Adopter une occupation paisible des locaux,
- Communiquer à l'accueil de l'antenne de justice la liste des rendez-vous fixés au sein de la structure,



- Etablir et produire, pour l'antenne de Justice de Vallauris et le service politique de la ville, son bilan d'activité annuel.

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue à titre temporaire pour une période de trois ans.

Considérant l'intérêt que présente cette convention pour la Communauté,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver le principe de mise à disposition de locaux par l'Antenne de Justice de Vallauris d'un Délégué à la Cohésion Police-Population,
- d'approuver les termes de la convention entre la C.A.S.A. et la direction départementale de la sécurité publique des Alpes-Maritimes (DDSP), dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le principe de mise à disposition de locaux par l'Antenne de Justice de Vallauris d'un Délégué à la Cohésion Police-Population,
- d'approuver les termes de la convention entre la C.A.S.A. et la direction départementale de la sécurité publique des Alpes-Maritimes (DDSP), dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser madame la Vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 29 avril 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

### **ENTRE**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A), ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, Cours Masséna – 06600 ANTIBES JUAN LES PINS - représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à la Politique de la Ville, conformément à la délibération du Bureau Communautaire en date du 29 avril 2019,

**Ci-après dénommée « La C.A.S.A. »**

**D'une part,**

### **ET**

La Direction Départementale de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes (D.D.S.P.), représentée par Monsieur Patrick MAIRESSE, en ses qualités de Directeur Départemental de la Sécurité Publique - Contrôleur général des services actifs de la Police Nationale, conformément à l'arrêté du 10 avril 2017 (JORF n° 0092 du 19 avril 2017 texte n° 62),

**Ci-après dénommée « Le Partenaire »**

**D'autre part,**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : Objet :**

La C.A.S.A. met à disposition de la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes, un bureau situé à Vallauris 06 - 6 Boulevard du Docteur Jacques Ugo au sein des locaux de l'antenne de Justice de Vallauris et ce, à raison d'une demi-journée par semaine.

### **Article 2 : Destination**

La mise à disposition prévue dans le cadre de la présente convention de partenariat, est consentie gracieusement pour une durée de trois ans, à titre précaire, dans le but de favoriser la prise en charge de proximité des usagers de la commune de Vallauris.

Le Délégué à la Cohésion Police-Population (DCPP) dont la mission est de renforcer le lien entre la population, les acteurs de terrain et les services de police, effectuera une permanence mensuelle au sein de l'antenne de Justice de Vallauris. Cette permanence lui permettra d'établir des contacts auprès de la population et d'apporter une information aux habitants sur l'action de la Police, sur les dispositifs mis en place par celle-ci pour assurer leur sécurité et leur tranquillité, ainsi que d'améliorer la qualité du service rendu au public.

A l'occasion de sa permanence, le DCPP sera dépositaire des doléances des habitants et se verra soumettre des litiges de droits commun. Il sera amené à gérer les conflits de voisinage en lien avec les chefs des unités de Police, ou encore à faciliter la compréhension de certaines procédures et ce, particulièrement en matière délictuelle et contraventionnelle, et s'il y échet, à orienter les habitants sur les éventuelles voies de recours à leur portée.

Le partenaire s'engage en contrepartie de cette mise à disposition à :

- Travailler en complémentarité et en partenariat avec l'antenne de Justice de Vallauris et le service politique de la ville;
- Assurer la prise en charge des habitants orientés par l'antenne de Justice de Vallauris et le service politique de la ville;
- Etablir et produire pour l'antenne de Justice de Vallauris et le service politique de la ville son bilan d'activité annuel.

### **Article 3 : Modalités d'utilisation des locaux**

Les modalités d'occupation des locaux restent soumises à la capacité d'accueil de l'antenne de Justice et peuvent être sujettes à modifications eu égard aux éventuelles contraintes organisationnelles du service.

Le Partenaire s'engage à utiliser les locaux exclusivement en vue de l'organisation des permanences dans les conditions ci-après :

- Les jours et horaires d'utilisation ;
- Le 2<sup>ème</sup> vendredi du mois de 9 H à 12H30.

Ce créneau est susceptible d'être modifié en fonction de l'ouverture et des besoins du service. Un délai de prévenance d'un mois sera alors respecté par la CASA.

- Le Partenaire dispose du mobilier de bureau présent, de l'accès à la reprographie et au téléphone fixe ;
- Les locaux étant partagés, aucun objet ne pourra être entreposé.

#### **Article 4 : Obligations du Partenaire**

Le Partenaire s'engage :

- à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

Il devra disposer en permanence de toutes les autorisations administratives nécessaires et en justifier à la première demande.

- de manière générale à jouir paisiblement des lieux mis à disposition et à n'apporter aucun trouble à la tranquillité du voisinage, tels les stationnements abusifs de véhicules, bruits divers, dépôt de matériel à proximité.

Il devra les utiliser conformément à la destination ci-dessus indiquée et ne rien faire qui puisse les détériorer.

- à ne pas détériorer le matériel mis à disposition et à le laisser en bon état d'usage et d'entretien après utilisation.
- à adopter une consommation raisonnée d'énergie et des fournitures liées à l'utilisation du petit-équipement, telle qu'énoncée limitativement à l'article 3.

La C.A.S.A. se réserve le droit de dénoncer la présente convention si des consommations excessives étaient constatées.

#### **Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité des personnes et notamment au titre de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique**

Préalablement à chacune de ses permanences, le Partenaire s'engage à communiquer à l'accueil de l'antenne de justice la liste nominative des rendez-vous qu'il a fixés au sein de la structure.

Préalablement à l'utilisation des locaux, le Partenaire :

- Prendra connaissance des consignes de sécurité, tant générales que particulières, ainsi que des consignes spécifiques données par le responsable de l'unité inhérentes à la nature des activités exercées et s'engage à les appliquer ;
- Procèdera avec le responsable de l'unité à la visite des locaux ;
- S'engage lors de l'utilisation des locaux, à contrôler les entrées et sorties des usagers aux activités considérées et à leur faire respecter les règles de sécurité.

#### **Article 6 : Assurance et sécurité**

Le Partenaire sera responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou préposés.

Le Partenaire atteste être titulaire d'un contrat d'assurance en cours de validité. Cette assurance couvre les risques inhérents à l'occupation de l'espace mis à disposition, aux activités exercées et au matériel utilisé, y compris vis-à-vis des tiers.

Le Partenaire est directement responsable des locaux et du matériel mis à sa disposition. En cas de dégradations ou de vol, sa responsabilité pourra être engagée.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la C.A.S.A., le Partenaire et leurs assureurs.

Le Partenaire devra produire à la C.A.S.A., le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, une attestation de son assureur mentionnant les garanties au titre des dispositions susvisées.

#### **Article 7 : Conditions financières**

La C.A.S.A. met à disposition ce bureau gracieusement (charges, eau, électricité, maintenance inclus) au titre de son partenariat avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique des Alpes-Maritimes.

#### **Article 8 : Incessibilité des droits**

La convention est conclue *intuitu personae* de sorte que toute cession des droits résultant ou sous-location des locaux mis à disposition est proscrite.

#### **Article 9 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue à titre temporaire pour une période de trois ans (2019 – 2020 - 2021).

A l'issue de cette période, elle devra être renouvelée expressément.

### **Article 10 : Résiliation de la convention**

La convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois, formulé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut également être dénoncée par la C.A.S.A. à tout moment et sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au Partenaire :

- En cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public ou à l'ordre public,
- Si les locaux sont utilisés à des fins non-conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires à celles prévues par la présente convention.

### **Article 11 : Règlement des litiges**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre en cas de litige à la compétence exclusive du tribunal administratif.

### **Article 12 : Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- Le Partenaire : D.D.S.P. des Alpes-Maritimes, Commissariat central de Nice  
1 avenue Maréchal-Foch 06012 Nice Cedex
- La C.A.S.A. : Les Genêts, 449 route des Crêtes, 06901 Sophia-Antipolis Cedex.

Fait en deux exemplaires, à Sophia-Antipolis le

Pour le Partenaire

Le Directeur de la D.D.S.P.  
des Alpes-Maritimes

Patrick MAIRESSE

Pour la C.A.S.A

Pour le Président,  
la Vice-Présidente  
déléguée à la Politique de la ville

Michelle SALUCKI



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 29/04/2019  
Numéro : BC\_2019\_054  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Mise à disposition de locaux à l'antenne de justice de Vallauris pour le Délégué à la Cohésion Police Population - Convention avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 6wTrjch

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/05/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC\_2019\_054-DE

**Acte reçu**

Date : 29/04/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_054  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Mise à disposition de locaux à l'antenne de justice de Vallauris pour le Délégué à la Cohésion Police Population - Convention avec la Direction Départementale de la Sécurité Publique  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_054-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20190429-BC\_2019\_054-DE-1-1\_2.PDF

N